

LYON 3E URBANISME

Clinique Trarieux : le projet passe de 300 à 195 logements

La mobilisation des habitants a permis de revoir le projet de nouvelles constructions à la baisse. Mais des questions sont restées sans réponse lors d'une réunion publique, mardi soir.

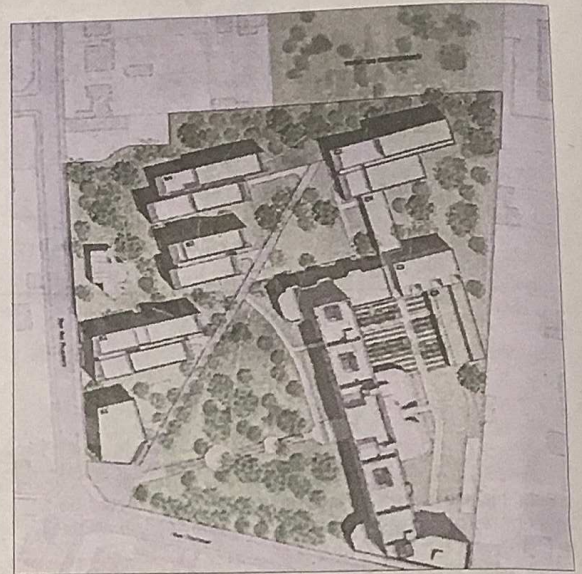
C'est un projet revu et corrigé qui a été présenté mardi soir aux riverains de la clinique Eugène-André, dite Trarieux, dont l'activité cessera graduellement au cours du premier semestre 2019. Depuis l'annonce de la cession des terrains à Adim Lyon (filiale de Vinci Construction) par la Mutualité Française, les riverains étaient inquiets de la construction d'immeubles dans un quartier essentiellement pavillonnaire.

■ Un doublement de la population ?

Plusieurs riverains ont souligné les conséquences de l'arrivée significative de nouveaux habitants. « On est déjà content que le projet soit passé de 300 logements à près de 200, mais cela veut quand même dire qu'il y aura environ 500 nouvelles personnes. C'est à peu près la population actuelle de notre quartier ! » a lancé un riverain. Les 195 futurs logements seront essentiellement en accession libre à la propriété, certains sont annoncés à plus de 6 000 € le m². Une résidence seniors de 50 appartements et 25 logements sociaux compléteront le programme.

■ Commerces, services... quels projets ?

L'arrivée de nouveaux Mont-



■ À gauche, le premier projet de la clinique Trarieux... et son évolution (à droite) présentée mardi soir. Document Métropole de Lyon

chatois questionne : « Nous déplorons l'absence de commerces dans le quartier. Avec de nouveaux habitants, il faudra une supérette ou quelque chose comme ça », avance une habitante. « Nous envisageons de garder un rez-de-chaussée du petit bâtiment qui sera à l'angle de la rue Trarieux et de la rue des Peupliers », annonce Catherine Panassier. Maïssil'adjointe à l'Urbanisme du 3^e et présidente de Grand Lyon Habitat parle « d'une étude de marché » à venir, elle imagine plutôt sur ce site « des services, peut-être un équipement petite enfance ».

■ Circulation : « Ça va coïncider ! »

Qui dit nouveaux logements, dit voitures en plus. Si les accès aux futurs parkings

souterrains – il est annoncé 195 places, soit autant que de logements – ne semblent pas poser problème, il n'en va pas de même pour la circulation.

« Déjà aujourd'hui, ça ne passe pas à double sens dans certaines rues. Demain, qu'allez-vous faire pour améliorer les choses avec plus de véhicules ? », demande une riveraine. Catherine Panassier se veut rassurante : « Aujourd'hui, il y a déjà le personnel, les patients et les visiteurs qui viennent à la clinique, ça fait beaucoup de monde. Au moment du dépôt du permis de construire, en septembre prochain, les services de la voirie de la Métropole seront saisis ».

■ Prenons de la hauteur

Le nouveau projet sera moins haut que prévu initia-

lement et certains bâtiments ont été déplacés sur le plan de masse. Mais les hauteurs en R + 3 (13 mètres au faîtage) inquiètent certains riverains : perte d'ensoleillement, vis-à-vis, végétation... L'architecte Bruno Dumétier a relativisé en mettant ces hauteurs en perspective avec les 22 mètres de la clinique, « qui ne sera pas surélevée », a-t-il précisé. Des riverains souhaiteraient tout de même une maquette en 3D pour se rendre compte des possibles désagréments. La quasi-totalité des arbres remarquables sera conservée et une servitude de passage pourrait permettre un accès au parc Chambovet en diagonale, depuis la rue Trarieux. Mais ce point est toujours en discussion.

■ Démocratie

participative ?

Plusieurs habitants ont remis en cause le processus de concertation. Outre l'attenuation « Vous ne prenez pas en compte nos remarques ! », on a eu droit à une scène plus inédite : un riverain s'est retourné face à la salle comble et a demandé à ceux qui étaient contre le projet de lever la main. Presque toutes les mains se sont dressées... Ce qui n'a pas empêché Thierry Philip, maire du 3^e, de conclure par cette phrase : « À un moment, les élus prennent leur responsabilité. À un autre moment, ce sont les électeurs. Ça s'appelle la démocratie ! » Une formule sans risque pour celui qui a annoncé qu'il abandonnerait ses fonctions de maire fin février.

Jean-Christophe Morera